

Elargissement, politique étrangère, politique de sécurité et de défense

Dans un contexte de globalisation, aucun pays de l'UE ne peut affronter seul les menaces et les défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui : gestion de crises militaires et civiles, sécurisation de l'approvisionnement en énergie et du commerce international, contrôle des armements et désarmement, lutte contre le terrorisme, le crime organisé, le changement climatique, la pauvreté et la violation des droits de l'homme. Les citoyens de l'UE attendent de l'Union européenne et de ses Etats membres qu'ils parlent d'une même voix, agissent de concert et jouent un rôle efficace dans les affaires mondiales.

- 11** L'ELDR estime que le processus d'élargissement de l'Union européenne est un succès jusqu'ici et souhaite que l'UE se tienne à ses engagements existants en matière d'élargissement envers les pays qui satisfont aux critères d'adhésion de Copenhague, la capacité d'intégration constituant un critère de poids.
- 12** L'ELDR est d'avis que l'UE a un rôle important à jouer pour contribuer efficacement à la sécurité mondiale, lorsque cela s'avère approprié, en collaboration avec les structures de l'OTAN. Par conséquent, nous demandons que de nouveaux efforts importants soient déployés pour renforcer et élargir la politique européenne de sécurité et de défense en réunissant les ressources et le potentiel européens liés à la défense. Ceci améliorerait la coopération de l'Union européenne en matière de défense militaire et son aptitude à réagir à la sécurité internationale et aux urgences humanitaires.
- 13** L'ELDR estime que le meilleur moyen de servir les intérêts des Etats membres de l'Union consisterait à mettre en place une politique étrangère et de sécurité commune, s'exprimant d'une seule voix via le Haut Représentant pour la Politique étrangère et de sécurité commune.
- 14** L'ELDR souligne que l'UE devrait continuer à renforcer ses capacités civiles de gestion des crises et utiliser son expérience pour garantir la stabilité, l'état de droit et les principes de bonne gouvernance dans les pays qui connaissent ou qui ont connu une situation de conflit.
- 15** L'ELDR invite l'UE à utiliser et à développer davantage sa grande expérience de création d'institutions et de nations après des conflits afin d'être mieux préparée à gérer des situations d'instabilité régionale, de menaces terroristes émanant d'Etats faillis et d'urgences humanitaires.



Les 15 priorités des Libéraux européens pour les élections du PE

Manifeste du parti ELDR

Adopté au Congrès de Stockholm
le 31 octobre 2008

European Liberal, Democrat and Reform Party aisbl
Parti Européen des Libéraux, Démocrates et Réformateurs aisbl

Rue Montoyer 31 (7th floor)
B-1000 Brussels - Belgium
Tél. : +32 (0)2 237 01 40
Fax : +32 (0)2 231 19 07
info@eldr.eu

with the EP support

www.eldr.eu

En 60 ans, les Libéraux au sein de l'Union européenne ont contribué dans une large mesure à la paix, l'harmonie et la prospérité. Nous continuons à œuvrer pour une Union plus performante et démocratique, la réalisation d'un marché unique, un environnement plus sûr et la promotion des libertés civiles et des droits fondamentaux. Nous souhaitons que l'Union agisse en chef de file pour faire face aux défis de la sécurité mondiale et pour répondre à la crise financière internationale et à ses répercussions. L'Union doit être modernisée et renforcée dans le respect des valeurs et des principes de la démocratie libérale et de l'économie de marché.

Les Libéraux constituent le troisième groupe au Parlement européen en importance et font souvent la différence au niveau des lois et des politiques.

L'ELDR croit en la nécessité d'adopter le traité de Lisbonne et demande sa mise en œuvre. Le Traité réforme considérablement les institutions de l'Union européenne, améliore la transparence, consolide son caractère démocratique et fournit à l'UE les outils nécessaires pour relever les défis mondiaux d'aujourd'hui. Les Libéraux démocrates européens insistent pour que les Etats membres de l'Union européenne se mettent d'accord sur les mesures à adopter pour sa mise en œuvre rapide.

Libertés civiles

Les libertés civiles et la liberté sont les piliers d'une Europe libérale.

1 L'ELDR demande le respect de toutes les libertés fondamentales au sein de l'UE, en particulier la liberté de la presse, de pensée, d'expression, la liberté d'association, de religion et de propriété, ainsi que le maintien des droits des minorités et des droits des personnes au respect de leur vie privée et à la protection de leurs données personnelles et de leur dignité.

2 L'ELDR souhaite que l'UE devienne un véritable espace de liberté, de sécurité et de justice, et plaide pour une coopération plus étroite entre la police et les services judiciaires pour lutter efficacement contre la criminalité transfrontalière, le terrorisme et la corruption. Les droits procéduraux fondamentaux des suspects doivent être respectés en toutes circonstances.

Marché unique européen, croissance et emploi

La concurrence transfrontalière, le partage des connaissances et le libre échange des biens et services sont essentiels pour accroître la compétitivité économique internationale de l'UE.

3 L'ELDR soutient la notion d'une 'cinquième liberté' – la libre circulation de la connaissance, qui implique une plus grande mobilité pour les étudiants, les universitaires et les chercheurs – entre les Etats membres, afin d'encourager les inventions et les découvertes. L'ELDR appelle à la création d'un marché unique en matière de propriété intellectuelle.

4 L'ELDR estime qu'un environnement des affaires compétitif est indispensable pour assurer le meilleur niveau de vie possible aux citoyens européens et pour promouvoir les normes de l'UE au niveau mondial. Le marché unique devrait être renforcé et élargi dans les domaines de l'énergie, des services postaux, des services financiers, des chemins de fer et des soins de santé, tout en facilitant la libre circulation des services et des travailleurs, y compris la reconnaissance mutuelle des qualifications. Au sein de l'OMC, l'Union européenne devrait être le moteur de l'abolition des droits de douane et des barrières non tarifaires, et de l'ouverture du marché unique européen à un monde plus large.

5 L'ELDR soutient que la croissance durable, l'indépendance de la Banque centrale européenne et des banques centrales nationales, et une politique fiscale saine conforme aux critères de Maastricht suivie par tous les Etats membres – y compris ceux qui doivent encore rejoindre la zone euro – demeurent essentielles pour la prospérité et le bien-être. Seule une Europe vraiment compétitive, créant des emplois et des opportunités pour tous, garantira la dimension sociale du marché unique.

6 L'ELDR est favorable aux mesures visant à réformer le système financier et souligne le fait que celles-ci doivent être basées sur une meilleure réglementation assortie d'une surveillance adéquate. La responsabilisation individuelle à un très haut niveau de tous les intervenants du marché constitue une garantie primordiale de la prospérité. Ce serait une grosse erreur de retomber dans des politiques de nationalisation, la surréglementation et le protectionnisme. L'ELDR appelle à une intensification de la coopération internationale entre les régulateurs et au renforcement des normes internationales, et pense qu'un FMI réformé est appelé à jouer un rôle de meneur dans ce processus afin de prévenir de futures crises financières.

7 L'ELDR est favorable à l'introduction d'un système européen de "carte bleue", géré par chaque Etat membre, afin d'assurer une migration économique modérée dans l'intérêt des citoyens de l'UE.

Environnement et politique énergétique

Le défi unique que pose le changement climatique et la sécurité énergétique requiert une action unifiée à travers l'Europe. L'Europe doit devenir une économie à faibles émissions de CO2 efficace, montrant au monde la voie à suivre vers la protection de la nature, les énergies renouvelables et les instruments du marché créatifs, tout en garantissant des incitants à la création de nouveaux emplois.

8 L'ELDR souligne que dans le cadre de l'ensemble de mesures de l'UE pour le climat, le secteur des affaires doit bénéficier d'une réduction des charges administratives et d'incitants afin d'encourager les investissements dans des techniques favorisant une économie solide à faibles émissions de CO2. L'ELDR souhaite que l'on investisse davantage dans des technologies offrant des solutions, ainsi qu'un approvisionnement en énergie plus efficace et plus sûr.

9 L'ELDR souhaite simplifier l'industrie énergétique de l'Europe pour garantir la transparence et servir les intérêts du consommateur, intégrer une politique énergétique et climatique basée sur une croissance économique durable, et protéger l'environnement naturel, tout ceci en vue d'exercer un rôle de leader mondial en la matière.

10 L'ELDR promeut activement une réforme ambitieuse de la politique agricole commune au sein d'un cadre multilatéral (OMC). Cette réforme permettra aux agriculteurs de l'Union européenne d'être concurrentiels sur un marché mondial libéralisé, de mieux répondre à la demande mondiale croissante de produits alimentaires éco-responsables, d'investir dans la recherche sur les énergies renouvelables, y compris les biocarburants durables nouvelle génération, et de garantir l'approvisionnement alimentaire à long terme. L'ELDR prône une poursuite de la réduction du budget de la PAC au-delà de 2013.

